POINT I

LECTURE DU RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE SUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

RAPPORT GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Mesdames, Messieurs, Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire pour vous présenter, conformément aux statuts de la Banque, notre rapport de gestion et soumettre à votre approbation les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Ce rapport comporte quatre parties :

1. **Message du Président du Conseil d'Administration ;**
2. **Environnement économique ;**
3. **Analyse de l'activité et des résultats :**
    - l'activité ;
    - les résultats ;
    - le bilan comparé ;
    - le compte d'exploitation comparé;
    - les ratios prudentiels ;
4. **Perspectives.**

MESSAGE DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Chers Actionnaires,

Au terme de l'exercice 2019, votre Banque affiche à l'instar des années antérieures, de bonnes performances sur l'ensemble de ses indicateurs financiers en captant de nouvelles parts de marché et en renforçant ses positions, et boucle l'année avec un résultat confortable.

Ces réalisations certes appréciables, ont été impactées en termes de variation annuelle, par la sortie du périmètre de consolidation, à la fin du premier trimestre 2019 du fait de leur filialisation, des succursales du Sénégal et du Bénin qui comptaient pour plus de **10%** dans les activités de 2018.

Le contexte aura aussi été marqué, selon les analyses macroéconomiques, par un repli de la croissance mondiale à **2,9%** en 2019 contre **3,6%** en 2018, affectée par les incertitudes causées par les politiques commerciales, les tensions géopolitiques ainsi que les nouveaux problèmes posés par les troubles sociaux et les catastrophes liées aux conditions météorologiques.

Alors que le taux de croissance est estimé à **6,6%** dans l'UEMOA en 2019, l'activité devrait ralentir au plan national avec un taux de croissance de **6,0%** contre **6,8%** en 2018, en lien avec la situation sociopolitique et sécuritaire relativement difficile.

Malgré ce contexte, le Groupe Coris a poursuivi sa politique d'expansion, avec l'ouverture d'une succursale au Niger et le lancement de Coris Mésofinance. Parmi les chantiers majeurs de 2019, CBI SA a réalisé la migration de son système d'information vers la dernière version de l'éditeur (Amplitude UP), plus évolutive.

Les stratégies commerciales centrées sur l'innovation, la diversification des produits et services financiers et la satisfaction de la clientèle ainsi que l'efficacité de la force de vente, ont soutenu le rythme de conquête de la clientèle avec plus de **14 000** nouveaux clients recrutés et **420 000** portemonnaies électroniques créés depuis le lancement de Coris Money en 2018.

L'activité d'intermédiation auprès de la clientèle a été intense avec **709,3 milliards** d'encours de dépôts mobilisés et **662,1 milliards** d'encours de crédits nets directs consentis au 31 décembre 2019. Sur le marché financier, la Banque est restée active en 2019 dans le placement en titres souverains.

Sous cette impulsion, le total bilan s'est porté à **1 211,8 milliards**, en hausse de **5,2%**. Par ailleurs les résultats, déjà en bonne évolution entre 2017 et 2018, s'inscrivent en hausse malgré la filialisation des ex-succursales pour compter du 1er avril 2019.

Ainsi, le Produit Net Bancaire est en hausse de **2,8%** pour se situer à **58,3 milliards**, grâce à la bonne tenue de l'ensemble des

activités qu'elles soient orientées clientèle, titres, services ou investissements. Ce faisant, l'évolution des charges d'exploitation a été maitrisée à **2,4%.**

Le Résultat Net de **27,7 milliards** après la charge fiscale, a augmenté de **12,9%** par rapport à l'exercice 2018, prenant en compte un coût net du risque de **6,4 milliards** en amélioration de **28,6%** malgré une politique de provisionnement rigoureuse.

Certifiée ISO 9001 depuis plus de 10 ans, la Banque a poursuivi son maillage du territoire Burkinabè en ouvrant 03 nouvelles agences, portant le réseau de distribution à 52 agences dans le but de satisfaire toujours plus la clientèle.

Ce bilan est à mettre sous le sceau de la résilience, la proactivité et l'agilité de votre Banque, qui joue pleinement son rôle d'acteur financier de référence aux plans national et sous régional, dans un contexte socioéconomique fortement concurrentiel, régulé et marqué par des préoccupations d'ordre divers. Il reflète aussi le professionnalisme de son Capital Humain, la force de la synergie du Groupe bancaire et la pertinence des choix stratégiques.

Résolument orientée vers l'avenir, la Banque va parachever en 2020, les chantiers stratégiques engagés dans le cadre de la mise en œuvre de son plan quinquennal 2018-2022, poursuivre sa transformation digitale et lancer de nouveaux projets dans le but d'offrir le meilleur à sa clientèle et à toutes ses parties intéressées.

Au nom du Conseil d'Administration, je tiens à saluer la détermination, l'engagement et l'abnégation au travail de l'ensemble du personnel et encourage à relever les défis de l'année 2020, qui s'annoncent nombreux certes mais non insurmontables.

Mes remerciements s'adressent également aux Membres du Conseil d'Administration et aux Commissaires aux Comptes pour leur accompagnement permanent.

Le Président du Conseil d'Administration

Idrissa NASSA

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

- **Au niveau mondial**

La croissance mondiale devrait passer, selon les estimations du Fonds Monétaire International, à **2,9%** en 2019 contre **3,6%** en 2018. Ce repli est principalement dû à une activité économique moins vigoureuse que prévu dans quelques pays émergents, notamment en Inde. Dans quelques cas, la situation de 2019 s'explique également par les répercussions d'une montée des troubles sociaux.

L'incertitude entourant les politiques commerciales, les tensions géopolitiques et les difficultés spécifiques des principaux pays émergents ont pesé sur l'activité économique mondiale au cours de 2019, en particulier dans l'industrie manufacturière et le secteur du commerce. L'intensification des troubles sociaux dans plusieurs pays a posé de nouveaux problèmes, tout comme les catastrophes liées aux conditions météorologiques : ouragans dans les Caraïbes, sécheresse et feux de brousse en Australie, inondations en Afrique de l'Est et sécheresse en Afrique australe.

Malgré ces vents contraires, certains signes apparus vers la fin de l'année laissent penser que la croissance mondiale est peut-être en train de se stabiliser. De plus, plusieurs pays ont continué d'assouplir leur politique monétaire au cours du second semestre de 2019.

Le groupe des pays avancés a connu un ralentissement au cours du troisième trimestre 2019 (principalement dû au fléchissement de la croissance aux États-Unis après plusieurs trimestres de résultats supérieurs à la tendance). Même si la création d'emplois s'est poursuivie, la hausse des prix à la consommation hors alimentation et énergie est restée modérée dans les pays avancés. Elle s'est encore ralentie dans la plupart des pays émergents sur fond d'activité plus morose. La faiblesse de la demande a fait baisser les prix des métaux et de l'énergie, ce qui a permis de contenir l'inflation globale.

Les annonces intermittentes de bonnes nouvelles concernant les relations économiques entre les États-Unis et la Chine et la diminution des craintes liées à un Brexit dur ont éveillé l'appétit des investisseurs pour le risque. Les cours des actions ont continué de progresser dans les grands pays avancés au cours de l'automne ; les rendements des principales obligations souveraines ont augmenté durant le dernier trimestre par rapport au creux de septembre ; et les flux d'investissement de portefeuille vers les pays émergents se sont accrus, en particulier à destination des fonds

obligataires. Les fluctuations des monnaies entre septembre et début janvier ont illustré l'accroissement général de l'appétit pour le risque et la réduction des tensions commerciales : le dollar américain et le yen japonais se sont affaiblis d'environ **2%**, tandis que le renminbi chinois a gagné environ **1,5%**. La fluctuation la plus notable entre les principales devises a été l'appréciation de la livre sterling (**4%** depuis septembre), qui s'explique par une réduction perceptible des risques liés à un Brexit sans accord. Les conditions financières restent donc globalement accommodantes dans les pays avancés et les pays émergents.

- **Zone Euro**

La croissance dans la zone euro devrait s'accélérer, de **1,2%** en 2019 à **1,3%** en 2020. La hausse prévue de la demande extérieure contribue au raffermissement attendu de la croissance. Les projections des PEM restent inchangées pour la France et l'Italie, mais ont été revues à la baisse pour 2020 pour l'Allemagne, où l'activité manufacturière continue de se contracter à la fin de l'année 2019, et l'Espagne, en raison du report de la décélération plus forte que prévu de la demande intérieure et des exportations en 2019.

- **Etats Unis**

Aux États-Unis, la croissance devrait ralentir, de **2,3%** en 2019 à **2%** en 2020. Ce ralentissement s'explique par le retour à une orientation neutre de l'action budgétaire et par les effets décroissants que devrait produire un nouvel assouplissement des conditions financières.

- **Japon**

Le taux de croissance du Japon devrait aussi ralentir, selon les estimations, de **1%** en 2019 à **0,7%** en 2020. La bonne tenue de la consommation privée, portée en partie par les mesures compensatoires prises par les autorités pour accompagner le relèvement de la taxe à la consommation en octobre dernier, la robustesse des dépenses en capital et les révisions rétrospectives des comptes nationaux pourraient soutenir la croissance en 2019.

- **Pays émergents et en développement d'Europe**

La croissance dans les pays émergents et les pays en développement d'Europe devrait se renforcer pour atteindre environ **2,5%** en 2020, contre **1,8%** estimé en 2019. Cette amélioration est le résultat d'une croissance qui reste robuste en Europe centrale et orientale, d'une reprise de l'activité en Russie et d'un redressement en cours en Turquie à mesure que les conditions de financement deviennent moins restrictives.

.Pays émergents et en développement d'Asie

Dans les pays émergents et les pays en développement d'Asie, il est prévu que la croissance s'accélère légèrement, de **5,6%** en 2019 à **5,8%** en 2020. En Chine, la croissance devrait passer, selon les estimations, de **6,1%** en 2019 à **6%** en 2020. L'accord commercial avec les États-Unis devraient atténuer la faiblesse cyclique à court terme, ce qui se traduirait par une amélioration de 0,2 point de pourcentage des prévisions de croissance de la Chine pour 2020. Toutefois, les différends non résolus entre les États-Unis et la Chine en ce concerne leurs relations économiques en général, ainsi que le renforcement nécessaire de la réglementation financière nationale devraient continuer de peser sur l'activité.

- **Amérique latine**

En Amérique latine, la croissance devrait se redresser, passant d'un taux estimé à **0,1%** en 2019 à **1,6%** en 2020. Ces ajustements sont dus à une révision à la baisse des perspectives de croissance du Mexique pour 2020, notamment en raison de la faiblesse persistante des investissements, ainsi que d'une forte réévaluation à la baisse des prévisions de croissance pour le Chili, en proie à des troubles sociaux. Ils sont en partie compensés par une révision à la hausse des prévisions pour 2020 au Brésil, grâce à l'amélioration de l'état d'esprit à la suite de l'adoption de la réforme des retraites et à l'atténuation des perturbations de l'offre dans le secteur minier.

- **Moyen-Orient**

La croissance dans la région Moyen-Orient et Asie centrale devrait s'établir à **2,8%** en 2020 monter à **3,2%** en 2021. Cet ajustement pour 2020 tient principalement à une révision à la baisse de la projection de l'Arabie saoudite, en raison du ralentissement attendu de la croissance de la production pétrolière à la suite de la décision prise en décembre par l'OPEP de reconduire les réductions de l'offre.

- **Afrique subsaharienne**

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait s'affermir à **3,5%** en 2020, contre **3,3%** en 2019. Cette réévaluation traduit des révisions à la baisse pour l'Afrique du Sud (où les contraintes structurelles et la détérioration des finances publiques freinent la confiance des chefs d'entreprise et l'investissement privé) et pour l'Éthiopie (où la consolidation du secteur public, nécessaire pour contenir la vulnérabilité liée à la dette, devrait peser sur la croissance).

Source : FMI, Perspectives économiques mondiales, janvier 2020

- **Espace UEMOA**

Les bonnes performances macroéconomiques se maintiendraient en 2019, avec un taux de croissance de **6,6%** comme en 2018, sous l'impulsion de l'ensemble des secteurs d'activité. Le secteur primaire profiterait de la poursuite des actions d'amélioration de la productivité et de la compétitivité du secteur agricole, notamment, la mise en œuvre des programmes nationaux de développement agricole dans les Etats membres ainsi que des bonnes conditions favorables. Au niveau du secteur secondaire, le dynamisme se maintiendrait, sous l'effet de la poursuite de la mise en œuvre des projets d'infrastructures structurants et des industries extractives. Le secteur tertiaire profiterait du développement des activités de transport, de commerce, de communication et des services bancaires. Par pays, le taux de croissance se présenterait en 2019, comme suit : Bénin (**7,6%**), Burkina Faso (**6,0%**), Côte d'Ivoire (**7,5%**), Guinée-Bissau (**5,1%**), Mali (**5,6%**), Niger (**6,3%**), Sénégal (**6,0%**) et Togo (**5,3%**).

En 2019, le niveau général des prix enregistrerait un recul, en relation avec le bon approvisionnement des marchés en produits de grande consommation dans la plupart des Etats membres, et la baisse attendue des cours des produits alimentaires sur le marché international. Le taux d'inflation annuel moyen ressortirait à **-0,7%** contre **1,2%** en 2018. Tous les États membres, respecteraient la norme communautaire en matière d'inflation.

L'exécution des opérations financières dans les Etats se caractériserait en 2019, par un solde global de l'Union de **-3,0%** contre **-3,8%** en 2018, et un solde global, hors dons, de **-5,3%** contre **-5,7%** en 2018. Les recettes totales progresseraient de **9,4%** pour représenter **18,2%** du PIB, après **18,0%** du PIB en 2018. Les recettes fiscales augmenteraient de **10,1%**, entrainant un taux de pression fiscale de **16,1%** contre **15,8%** en 2018.

Les dépenses totales et prêts nets progresseraient de **7,1%** pour représenter **22,8%** du PIB, sous l'effet de la hausse des dépenses en capital de **10,7%**, l'augmentation des dépenses courantes étant de **5,0%**. La progression des dépenses en capital s'expliquerait, principalement, par la poursuite des travaux de construction d'infrastructures socio-économiques. Le taux d'endettement de l'Union ressortirait en 2019, à **45,7%** contre **46,4%** en 2018.

La situation extérieure de l'Union se traduirait, en 2019, par un solde global excédentaire de **609,6 milliards**, après **1 088,2 milliards** en 2018. Le maintien du solde positif de la balance des paiements s'expliquerait par la bonne tenue du compte

financier, dont l'excédent devrait plus que couvrir le déficit des transactions courantes, attendu en nette détérioration.

Pour 2020, la dynamique de l'activité économique dans l'Union se poursuivrait avec un taux de croissance de **6,6%.** Par pays, le taux de croissance s'afficherait comme ci-après : Bénin (**7,6%**), Burkina Faso (**6,4%**), Côte d'Ivoire (**7,3%**), Guinée-Bissau (**5,6%**), Mali (**4,9%**), Niger (**6,0%**), Sénégal (**6,8%**) et Togo (**5,5%**).

- **Environnement économique au Burkina Faso**

L'activité économique au Burkina Faso ralentirait au cours de l'année 2019. Le taux de croissance serait de **6,0%** en 2019, après **6,8%** en 2018, en liaison avec le contexte sociopolitique relativement difficile, marqué par la persistance des attaques terroristes qui ont entrainé un déplacement interne de populations et la poursuite des revendications sociales. Le taux d'inflation annuel moyen serait de **-3,1%** contre **1,9%** en 2018.

L'activité du secteur primaire enregistrerait une hausse de **3,8%** en 2019, après **7,7%** en 2018, en relation avec le ralentissement de la croissance de l'agriculture. Ce sous-secteur serait porté, principalement, par l'agriculture de rente, en lien avec le rebond de la production de coton (**+14,0%**). S'agissant de l'agriculture vivrière, l'accroissement de sa valeur ajoutée serait imputable à la hausse de la production céréalière. Concernant le sous-secteur de l'élevage, il enregistrerait une hausse de **3,5%**.

L'activité du secteur secondaire progresserait de **5,6%** en 2019, contre **7,0%** en 2018, liée à l'augmentation de la valeur ajoutée des industries extractives (**+5,7%**). Les activités de BTP croîtraient (**+5,4%**), en relation avec la poursuite des chantiers en cours et le démarrage de nouveaux grands travaux, notamment, l'entretien, la réhabilitation et l'aménagement de pistes rurales et des Routes Nationales et Départementales, la poursuite des travaux de construction de l'aéroport international de Donsin.

L'activité du secteur tertiaire croîtrait de **7,0%** en 2019 (**6,5%** de hausse en 2018), en raison de la bonne orientation de l'activité des services non marchands (**+6,7%**) et marchands (**+6,3%**), grâce principalement, de la poursuite de l'amélioration du climat des affaires, du dynamisme du secteur des télécommunications et du renforcement de l'inclusion financière ainsi que de la tenue de certaines manifestations à caractère international (FESPACO, NAK, SAMAO, FILO, Tour du Faso, etc.).

Au total, les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB en 2019, seraient

respectivement de **0,8 point**, **1,2 point** et **4,0 points**.

Du côté de la demande, la croissance serait portée par la consommation finale et les investissements. La consommation finale progresserait de **10,4%** en 2019, après **6,8%** en 2018, en liaison avec l'accroissement de la consommation publique (**+13,0%**) et privée (**+9,2%**). Les investissements seraient en hausse de **16,0%** en 2019, tirée par la Formation Brute du Capital Fixe (FBCF) privée (**+16,4%**) et publique (**+14,5%**).

Les échanges extérieurs seraient marqués, en 2019, par la hausse des importations de **27,4%** et des exportations de **14,6%**.

En 2019, l'exécution des opérations financières de l'Etat se caractériserait par une baisse du déficit budgétaire global, grâce, notamment, à une bonne mobilisation des recettes fiscales et une maîtrise des dépenses. Le taux de pression fiscale se situerait à **17,8%** contre **17,3%** un an plus tôt. Les recettes non fiscales en hausse de **76,4%** par rapport à 2018 ressortiraient à **3,6%** du PIB, sous l'effet, principalement, du recouvrement des droits de licence 4G sur les compagnies de téléphonie mobile.

Le déficit des transactions courantes se creuserait pour ressortir à **587 milliards** en 2019, contre **553,7 milliards** en 2018. Le déficit du compte courant se situerait à **6,9%** du PIB contre **7,1%** en 2018.

En 2019, il ressortirait que les indicateurs de l'économie burkinabè seraient en phase avec tous les critères de premier rang. Cependant, aucun critère de second rang ne serait respecté.

- **Environnement économique au Niger**

L'activité économique enregistrerait un taux de croissance de **6,3%** contre **7,0%** en 2018. Cette croissance se déroulerait dans un contexte marqué par une baisse de l'inflation dont le taux ressortirait à **-2,4%** contre **2,8%** en 2018. Pour l'année 2019, l'exécution des opérations financières de l'Etat se traduirait par un solde global, dons compris qui passerait de **-3,0%** du PIB en 2018 à **-2,9%** en 2019. Le déficit du compte courant représenterait **13,4%** du PIB en 2019 contre **12,1%** un an plus tôt.

Comparée à décembre 2018, la masse monétaire a enregistré une hausse de **13,7%**, pour ressortir à **1 280,2 milliards** à fin août 2019.

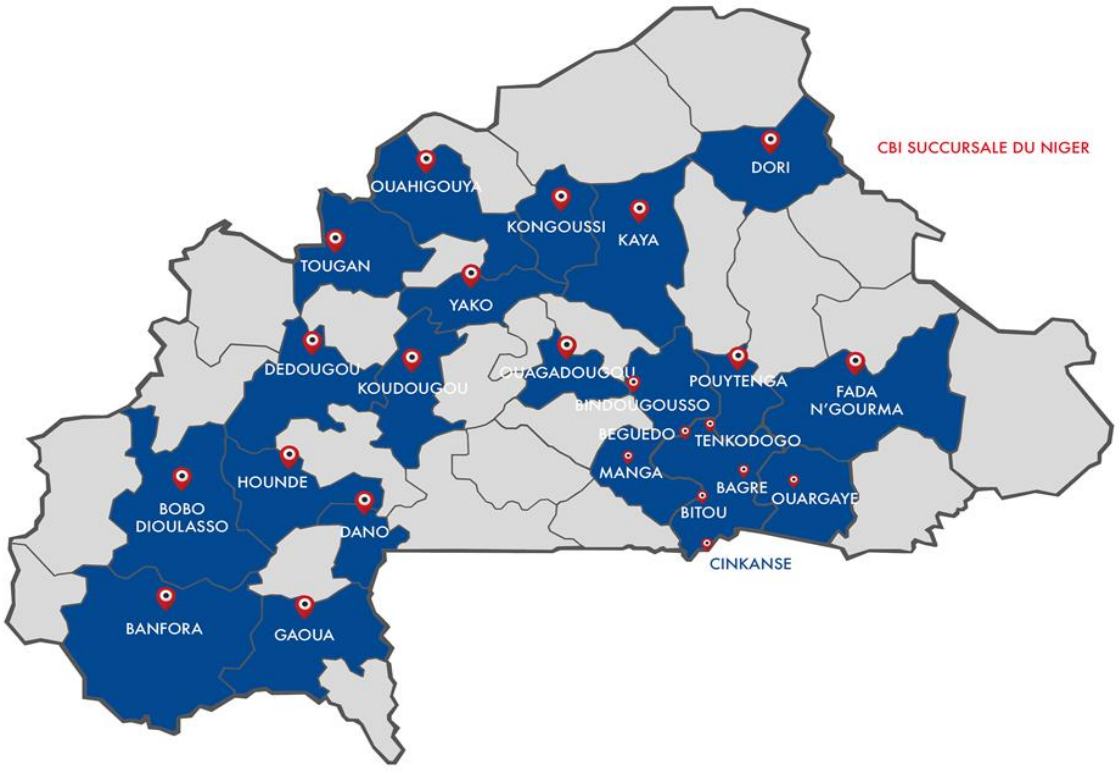
En matière de convergence, le Niger respecterait tous les trois (3) critères de premier rang en 2019 comme en 2018. Au titre des critères de second rang, celui relatif à la pression fiscale ne serait pas respecté.

Source : UEMOA, Rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale, Décembre 2019

ANALYSE DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS

L'ACTIVITE

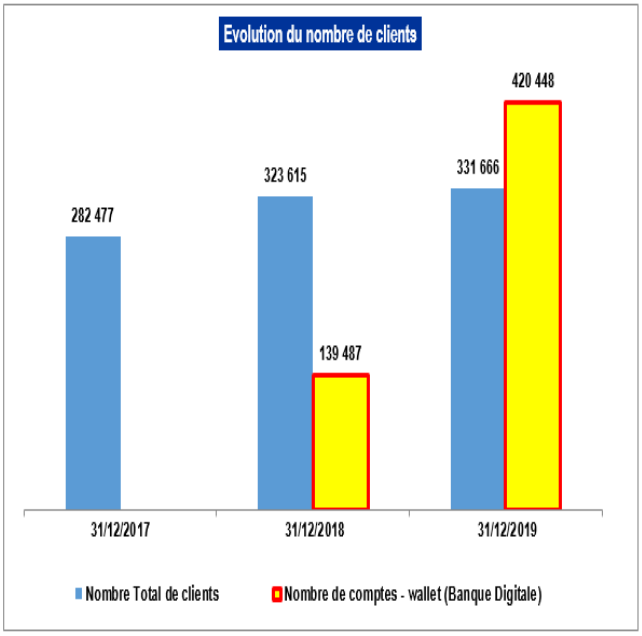
Le Réseau



Le réseau de distribution de CBI SA compte **52** agences et **54** Distributeurs Automatiques de Billets au 31 décembre 2019, couvrant l'ensemble des régions du Burkina Faso.

La Succursale du Niger dont les activités ont démarré au cours du dernier trimestre 2019, compte **une seule agence**.

Le Fonds de Commerce



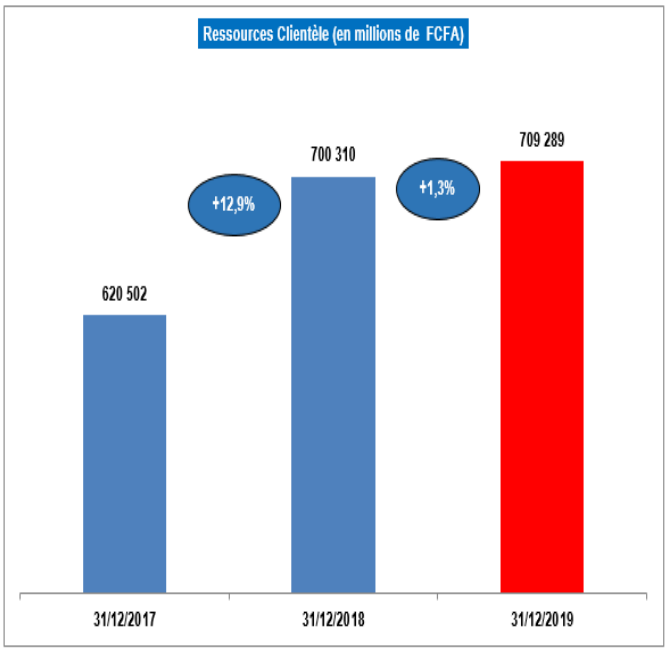
Le Fonds de commerce comprend **331 666 clients,** en croissance annuelle de **2,5%** (+**8 051 clients**). La Succursale du Niger compte **751 clients** après trois mois d'activités**.**

CBI SA avec **330 915** clients à fin décembre 2019, affiche une progression de sa base clientèle de **4,5**% (**+14 203 client**s) par rapport à fin 2018.

Les deux ex-succursales du Sénégal et du Bénin, qui sont sorties du périmètre de consolidation de CBI SA à fin mars 2019, comptaient au 31 décembre 2018 respectivement **3 333 clients** et **3 570 clients**.

A la fin de l'exercice 2019, le nombre de portemonnaies électroniques (Coris Money) est de **420 448** comptes.

Les Ressources Clientèle

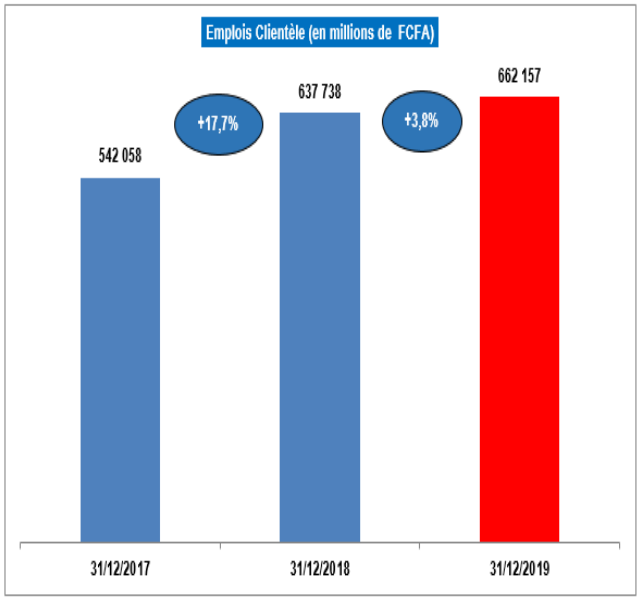


L'encours consolidé des dépôts de la clientèle de CBI SA et de sa Succursale du Niger s'établit à **709,3 milliards** au 31 décembre 2019, en légère croissance de **1,3%** (**+9 milliards**).

La Succursale du Niger, après un trimestre d'activités, a enregistré un encours de collecte de **23,4 milliards** au 31 décembre 2019.

Les performances de collecte de ressources réalisées par CBI SA en 2019 (**+94,3 milliards**) ont permis d'atténuer la sortie du périmètre de consolidation de ses deux ex-succursales qui portaient **15,6%** (**109,1 milliards)** des ressources totales à fin décembre 2018.

Les Emplois Clientèle

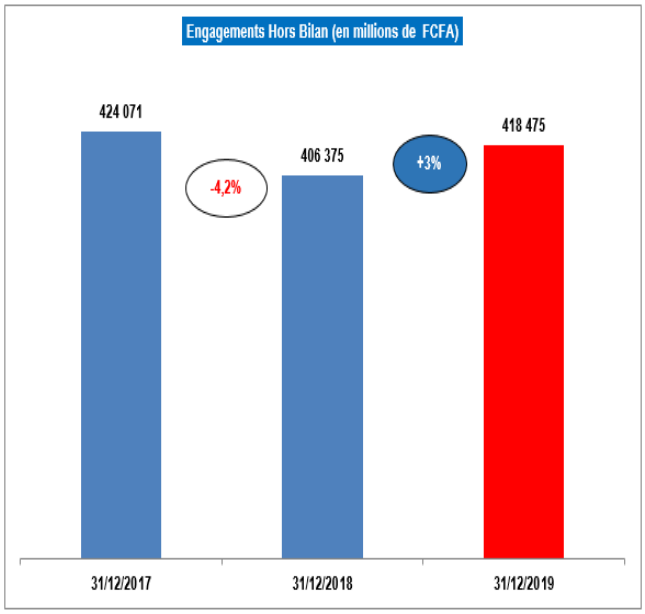


Avec **662,2 milliards** d'encours de crédits nets directs au 31 décembre 2019, CBI SA consolidée avec sa Succursale du Niger enregistre une hausse de **3,8%** (+**24,4 milliards**) par rapport à l'exercice 2018.

Les emplois nets de la Succursale s'affichent à **18,7 milliards** en trois mois d'activités.

Cette croissance est soutenue par le dynamisme de CBI SA (**+104,2 milliards**) dans la distribution de crédits, ce qui a permis de résorber l'impact de la sortie de CBI Bénin et CBI Sénégal qui cumulaient **15,5%** (**99,2 milliards)** des crédits totaux en 2018.

Les Engagements Hors-Bilan

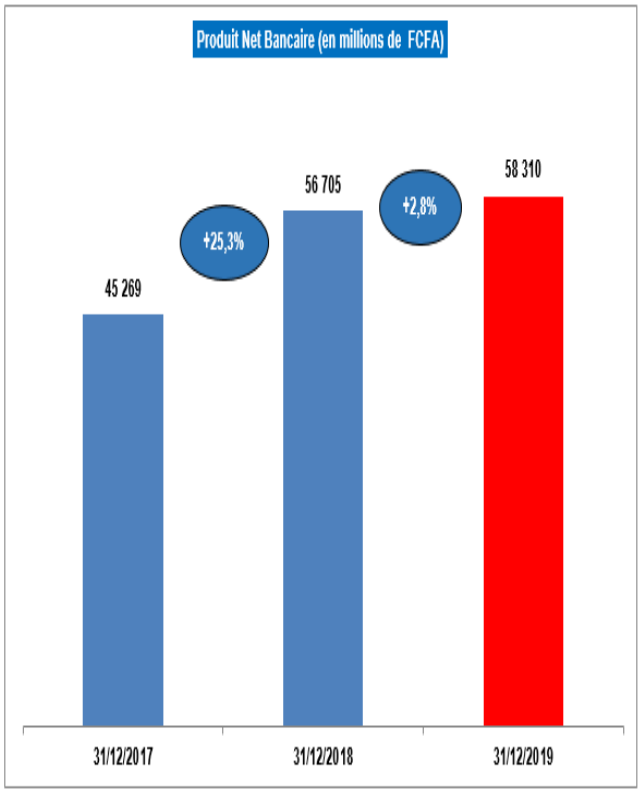


Le total des engagements donnés par la Banque, après avoir enregistré un repli de **4,2%** entre 2017 et 2018, rebondit à **418,5 milliards** au 31 décembre 2019, en progression de **3%** sur l'exercice.

Les opérations réalisées en syndication en termes d'ouverture de lettres de crédit ont permis de rehausser le niveau des engagements par signature en un an.

LES RESULTATS

Le Produit Net Bancaire (PNB)



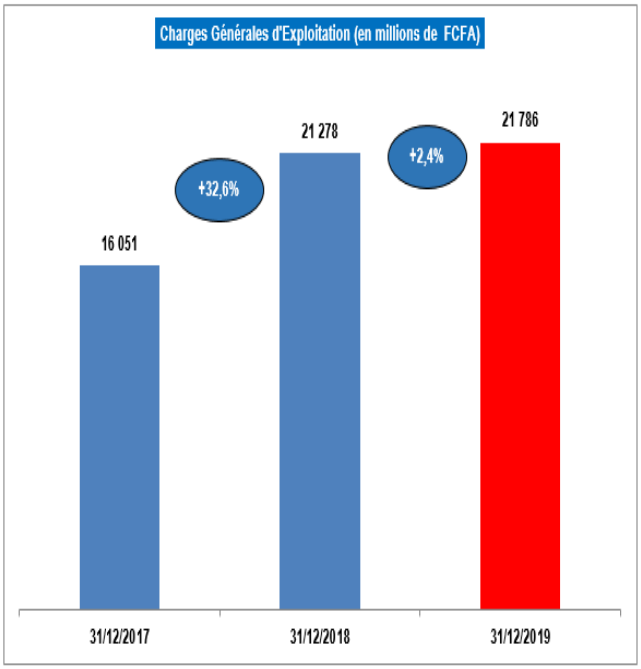
Le Produit Net Bancaire (PNB) consolidé au 31 décembre 2019, s'affiche en amélioration de **2,8%** (+**1,6 milliard**) par rapport à l'exercice 2018.

Cette consolidation se limite au premier trimestre de l'exercice 2019 pour les deux ex-succursales du Sénégal et du Bénin, qui contribuaient au total pour **10,2% (5,7 milliards**) du PNB en 2018. Les performances à fin 2019 s'établissent comme suit :

- **55,7 milliards** pour CBI SA Burkina Faso ;
- **1,2 milliard** pour CBI Sénégal (un trimestre) ;
- **1,1 milliard** pour CBI Bénin (un trimestre) ;
- **234 millions** pour la Succursale du Niger.

Toutes les activités ont contribué à ces réalisations avec une bonne tenue des marges d'intermédiation, des commissions nettes perçues sur les produits et services rendus et des revenus sur les investissements financiers en termes de dividendes.

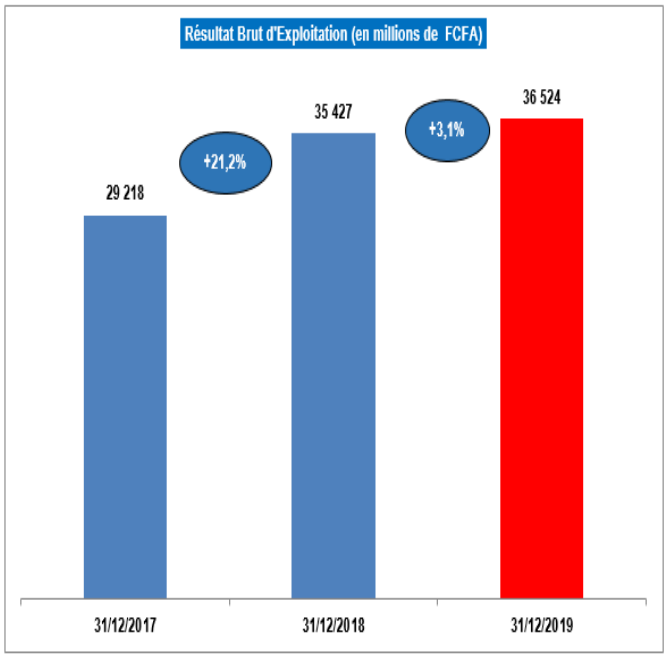
Les Charges Générales d'Exploitation



Les charges générales d'exploitation totales s'inscrivent en hausse de **2,4%** au 31 décembre 2019 pour s'établir à **21,8 milliards**, dont :

- **8 milliards** de charges de personnel, en hausse de **7,6%** ;
- **2,2 milliards** de dotation aux amortissements, avec une variation à la baisse de **13%,** suite à la sortie des dotations liées aux aménagements effectués dans les deux ex-succursales à l'occasion du démarrage de leurs activités ;
- **11,6 milliards** au titre des autres charges d'exploitation dont l'évolution a été maitrisée à **2,4%** sur l'exercice.

Le Résultat Brut d'Exploitation

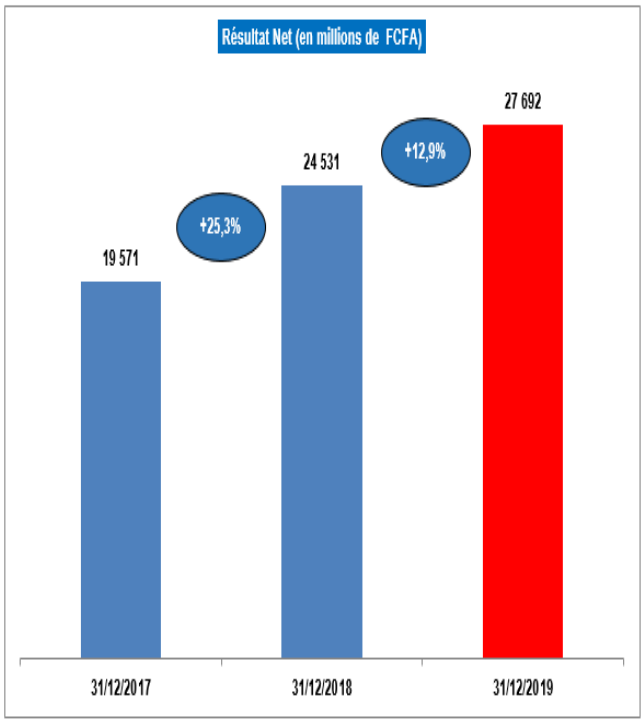


La consolidation du Résultat Brut d'Exploitation (RBE) s'élève à **36,5 milliards** à fin 2019 et s'inscrit en progression de **3,1%** (+**1,1 milliard**) par rapport à l'exercice précédent.

La contribution de la Succursale du Niger est déficitaire de **164 millions**.

En trois mois d'activités, les deux ex-succursales apportent une contribution totale de **845 millions** dans la formation du RBE à fin décembre 2019.

Le Résultat Net

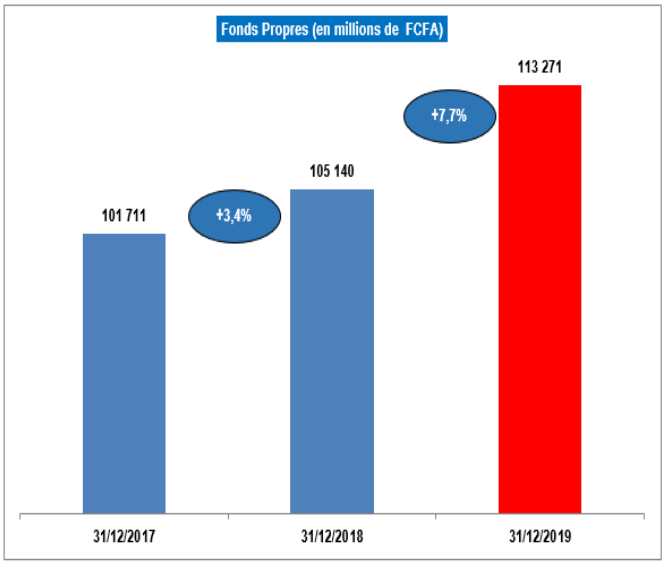


Au terme de l'exercice 2019, le Résultat Net atteint **27,692 milliards** en dépassement des objectifs budgétaires annuels, intégrant un coût net du risque de **6,4 milliards**, des gains sur actifs immobilisés de **657 millions** et une charge fiscale de **3,1 milliards**.

Ce Résultat est en croissance de **12,9%** (**+3,2 milliards**) en un exercice. Les réalisations par entité s'établissent comme suit :

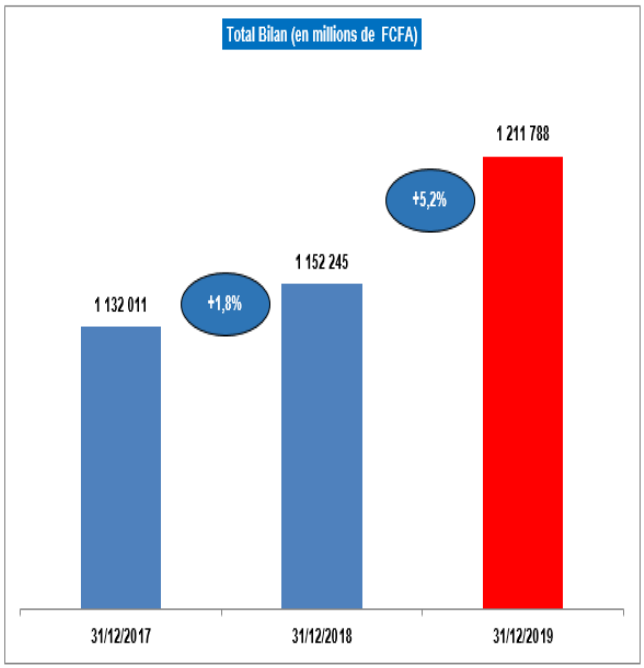
- CBI SA : **27,2 milliards** ;
- CBI Sénégal : **460 millions** (un trimestre) ;
- CBI Bénin : **202 millions** (un trimestre) ;
- CBI Succursale du Niger : **-164 millions**.

LES FONDS PROPRES



Les Fonds Propres avant la répartition du Résultat Net de l'exercice 2019 s'établissent à **113,3 milliards** et s'apprécient de **7,7%** (**+8,1 milliards**) comparativement à 2018.

LE TOTAL BILAN



Le Total Bilan consolidé s'affiche à **1 212 milliards** à la fin de l'exercice 2019, en croissance de **5,2%** (**+59,5 milliards**) par rapport à 2018.

Cette réalisation s'inscrit dans le contexte de la sortie du périmètre de consolidation de CBI SA de CBI Succursale du Sénégal et CBI Succursale du Bénin à partir du 1er avril 2019. Ces deux succursales portaient plus de **10%** environ du bilan consolidé au 31 décembre 2018.

COMPTE D'EXPLOITATION COMPARE

Données en millions de FCFA

RUBRIQUE	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	Variation annuelle	
				Brute	%
Marge d'intérêt clientèle	**23 213**	**26 825**	**26 635**	-190	-0,7%
dont Produits clientèle	39 568	47 545	48 395	850	1,8%
Charges clientèle	16 355	20 720	21 759	1 040	5,0%
Marge d'intérêt s/opérations de trésorerie	**7 840**	**11 984**	**12 944**	960	8,0%
Produits établissements de crédit	3 522	2 771	3 333	562	20,3%
Charges établissements de crédit	12 187	11 189	11 340	151	1,3%
Produits sur titres de placement	16 976	20 997	21 175	178	0,8%
Charges sur titres	471	595	224	-371	-62,3%
Marge d'intérêts globale	**31 053**	**38 809**	**39 580**	**770**	**2,0%**
Marge sur commissions	**13 614**	**15 579**	**15 778**	199	1,3%
Autres produits / charges bancaires	**602**	**2 316**	**2 952**	635	27,4%
PRODUIT NET BANCAIRE	**45 269**	**56 705**	**58 310**	**1 605**	**2,8%**
Charges générales d'exploitation	**16 051**	**21 278**	**21 786**	**508**	**2,4%**
Charges du personnel	5 585	7 446	8 014	568	7,6%
Autres Charges d'exploitation	8 257	11 311	11 578	267	2,4%
Dotations aux amortissements	2 209	2 521	2 194	-327	-13,0%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**29 218**	**35 427**	**36 524**	**1 097**	**3,1%**
COUT DU RISQUE	9 158	8 910	6 363	-2 547	-28,6%
GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMO.	906	543	657	113	20,9%
RESULTAT AVANT IMPOT	**20 966**	**27 060**	**30 817**	**3 757**	**13,9%**
Impôts sur les sociétés	1 395	2 530	3 125	596	23,6%
RESULTAT NET	**19 571**	**24 531**	**27 692**	**3 161**	**12,9%**

BILAN COMPARE

Données en millions de FCFA

ACTIF	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	PASSIF	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019
Caisse	**9 602**	**11 545**	**9 801**	**Dettes interbancaires**	**363 266**	**296 573**	**328 965**
Créances interbancaires	**210 183**	**99 302**	**132 416**	A vue	342 918	275 350	306 805
A vue	*131 937*	*41 528*	*58 561*	Comptes créditeurs	98 724	17 655	2 372
Banque Centrale	29 098	38 500	44 614	Emprunts	244 194	257 695	304 434
CCP	379	80	102	*A terme*	*17 000*	*19 875*	*21 000*
Autres établissements de crédit	102 460	2 948	13 845	*Intérêts courus non échus*	3 348	1 348	1 160
A terme	*76 578*	*57 702*	*73 803*	**Dettes à l'égard de la clientèle**	**622 615**	**703 514**	**711 715**
Intérêts courus non échus	*1 667*	*72*	*52*	Comptes d'épargne à vue	82 082	102 980	132 141
Opérations avec la clientèle	**547 099**	**646 309**	**672 152**	Bons de caisse	1 900	719	0
Portefeuille d'effets commerciaux	*22 794*	*18 558*	*13 335*	Autres dettes à vue	314 555	314 277	309 921
Crédit de campagne	0	0	0	Autres dettes à terme	221 966	282 334	267 227
Crédits ordinaires	22 794	18 558	13 335	*Intérêts courus non échus*	2 112	3 204	2 426
Autres concours à la clientèle	*510 959*	*604 402*	*638 480*	**Comptes d'ordre et divers**	**22 646**	**21 608**	**28 959**
Crédit de campagne	27 030	43 978	24 841	**Dettes représentées par un titre**	**800**	**0**	**0**
Crédits ordinaires	440 596	502 860	574 294	**Comptes bloqués d'actionnaire**	**0**	**0**	**0**
Comptes ordinaires débiteurs	43 332	57 564	39 345	**Provisions pour risques et charges**	**1 403**	**879**	**1 187**
Intérêts courus non échus	5 041	8 571	9 995	**Fonds affectés**	**0**	**0**	**0**
Créances en souffrance	*8 306*	*14 779*	*10 342*	**Fonds pour risques bancaires généraux**			**0**
Créances douteuses et litigieuses	*28 840*	*34 923*	*33 947*	**Capital**	**32 000**	**32 000**	**32 000**
Dépréciations	20 534	20 144	23 605	**Primes d'émission**	**30 500**	**30 500**	**30 500**
Titres de placement	**292 054**	**327 168**	**326 025**	**Réserve spéciale**	**14 834**	**17 773**	**21 449**
Encours de titres	288 934	319 242	317 724	**Autres réserves**	**16 263**	**24 806**	**24 809**
Intérêts courus non échus	3 120	7 926	8 301	**Report à nouveau**	**8 114**	**62**	**4 513**
Immobilisations financières	**15 960**	**16 084**	**26 754**	**Résultat en attente d'affectation**	**0**	**0**	**0**
Immobilisations incorp. & corp.	**21 698**	**24 536**	**29 977**	**Résultat**	**19 571**	**24 531**	**27 692**
Autres actifs	**35 415**	**27 301**	**14 663**				
TOTAL ACTIF	**1 132 011**	**1 152 245**	**1 211 788**	**TOTAL PASSIF**	**1 132 011**	**1 152 245**	**1 211 788**

RATIOS PRUDENTIELS

Liste des normes prudentielles	Niveau à respecter 2019	Niveau observé 2018	Niveau observé 2018	Situation de l'établissement
A. Normes de solvabilité				
Ratio de fonds propres CET 1 (%)	>= 6,25%	11,73%	11,64%	CONFORME
Ratio de fonds propres de base T1 (%)	>= 7,25%	11,73%	11,64%	CONFORME
Ratio de solvabilité total (%)	>= 9,5%	11,73%	11,64%	CONFORME
B. Norme de division des risques				
Norme de division des risques	<= 45%	33,15%	41,34%	CONFORME
C. Ratio de levier				
Ratio de levier	>= 3%	8,80%	7,20%	CONFORME
D. Autres normes prudentielles				
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25% capital de l'entreprise)	<= 25%	25,00%	15,00%	CONFORME
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des fonds propres T1 de l'établissement)	<= 15%	0,05%	0,01%	CONFORME
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs de l'établissement)	<= 60%	0,08%	0,03%	CONFORME
Limite sur les immobilisations hors exploitation	<= 15%	3,92%	7,21%	CONFORME
Limite sur le total des immobilisations et des participations	<= 100%	33,95%	43,48%	CONFORME
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel	<= 20%	15,55%	16,17%	CONFORME

PERSPECTIVES

Au cours de l'exercice 2020, dans le cadre de la poursuite de son plan stratégique, CBI SA orientera principalement ses actions vers :

- le renforcement de la dynamique commerciale pour plus de proximité avec sa clientèle et pour l'amélioration continue de la qualité du service ;
- le maintien et le développement de la synergie au sein du Groupe Coris ;
- le déploiement progressif de la stratégie de digitalisation en offrant un large éventail de produits à distance à la clientèle ;
- le lancement des travaux de construction d'un nouveau siège pour la Banque ;
- le développement de la branche islamique avec de nouveaux sites dédiés à l'activité ;
- le recrutement de jeunes diplômés.